

Un demi-siècle d'aide au développement A half-Century of International Development Aid

Jean-Philippe Thérien

Numéro 45, printemps 2001

Les frontières du social : nationales, transnationales, mondiales ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/009401ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/009401ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Thérien, J.-P. (2001). Un demi-siècle d'aide au développement. *Lien social et Politiques*, (45), 89–103. <https://doi.org/10.7202/009401ar>

Résumé de l'article

L'article analyse l'aide au développement comme un enjeu dont la nature même est définie par le débat politique qu'il suscite entre la droite et la gauche. Mis à jour, ce débat fait apparaître une dynamique simple mais permanente : la gauche est plus favorable à l'aide que la droite. Le gros de la démonstration explique comment le clivage droite-gauche permet de réexaminer les principales étapes de l'histoire de l'aide depuis ses débuts. Une seconde partie, plus courte, résume le bilan que, chacune de leur côté, la droite et la gauche tracent d'un demi-siècle de coopération au développement. Finalement, la conclusion évoque l'apport de cette contribution par rapport à l'étude de l'aide et des politiques sociales.

Un demi-siècle d'aide au développement

Jean-Philippe Thérien

L'aide au développement est une des innovations politiques les plus originales du XX^e siècle. Jamais auparavant n'avait-on vu des pays riches transférer, sur une base unilatérale et non réciproque, des ressources financières aussi considérables vers des pays pauvres. En bref, l'apparition de l'aide fut un événement sans précédent dans l'histoire des relations internationales. L'impact de cette innovation institutionnelle a été considérable si l'on en juge d'abord par les chiffres : depuis la fin des années 1940, les pays développés ont consacré environ 1000 milliards de dollars à la coopération au développement (World Bank, 1998 : 2). En termes plus politiques, l'aide s'est si bien imposée comme l'un des piliers des rapports Nord-Sud modernes que plusieurs observateurs considèrent qu'elle fait désormais partie intégrante du droit

international coutumier (Zamora, 1997 : 264). Enfin, il convient de souligner que l'aide constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de la mondialisation des politiques sociales (Deacon, 1997); à cet égard, rappelons que l'aide fut l'un des principaux enjeux débattus lors des deux Sommets organisés par l'ONU sur le thème du développement social en 1995 (Copenhague) et en 2000 (Genève). Toutes ces raisons portent à conclure que l'aide contribue activement à la mise en œuvre d'une justice globale.

L'évolution qu'a connue le régime de l'aide depuis sa création est indissociable des changements structurels qui sont survenus dans le système international à la suite d'événements comme la décolonisation, l'échec du nouvel ordre économique international, l'endet-

tement du Tiers Monde, la fin de la guerre froide ou l'accélération de la mondialisation. En même temps, il est impossible de comprendre les transformations de l'aide en-dehors du contexte idéologique qui les a engendrées. À ce titre, il apparaît que le débat sur l'aide est depuis toujours marqué par une opposition entre des forces de droite et des forces de gauche (Bobbio, 1996). Il est vrai qu'en science politique, le clivage droite-gauche a traditionnellement été réservé à l'analyse de phénomènes qui relèvent de la politique comparée. Comme on le montrera, cependant, la carte routière conceptuelle que fournit la distinction droite-gauche peut également être utile pour l'étude de processus internationaux comme l'aide au développement.

À l'évidence, les termes droite et gauche ne sont pas faciles à définir

et cette analyse ne prétend nullement résoudre tous les problèmes que pose la formulation d'une telle définition. Parmi ces problèmes, notons-en deux qui sont particulièrement importants. D'abord, le sens de droite et de gauche varie énormément dans l'espace et dans le temps. Ensuite, il convient de souligner que la distinction droite-gauche renvoie à un spectre d'attitudes plutôt qu'à une simple dichotomie de points de vue. En somme, droite et gauche sont des concepts par essence relatifs, et ceci explique largement l'absence de consensus sur leur signification. Or, malgré tout, il est remarquable de constater qu'une majorité d'analystes s'entendent pour dire que le parti travailliste britannique, les syndicats et les organisations non gouvernementales (ONG), le gouvernement de la Suède et le PNUD sont respectivement plus à gauche que le parti conservateur, les groupes d'affaires, le gouvernement des États-Unis et le FMI. Comme l'explique Norberto Bobbio, même si les termes droite et gauche sont l'objet de nombreux débats, ce sont néanmoins des notions en général

fort bien comprises (Bobbio, 1996 : 29).

L'article s'appuie sur deux postulats : 1) la différence majeure entre la droite et la gauche tient au fait que la gauche est plus égalitaire que la droite; et 2) l'aide concerne un ensemble de politiques visant à promouvoir une plus grande égalité internationale. À cause de leur portée très générale, ces deux postulats ne peuvent certainement pas expliquer l'aide au développement dans tous ses détails. Leur grand avantage, toutefois, est d'éclairer la forêt plutôt que les arbres. Ainsi, les deux postulats retenus permettent de dégager une dynamique simple, mais permanente : la gauche est plus favorable à l'aide que la droite. Le gros de l'article explique comment le clivage droite-gauche permet de réexaminer les principales étapes de l'histoire de l'aide depuis ses débuts. Une seconde partie, plus courte, résume le bilan que, chacune de leur côté, la droite et la gauche tracent d'un demi-siècle de coopération au développement. Enfin, la conclusion évoque l'apport de cette contribution par rapport à l'étude de l'aide et des politiques sociales.

L'histoire de l'aide

On verra ici que chaque période de l'histoire de l'aide se caractérise par un équilibre distinct entre la droite et la gauche. La séquence des événements dont il sera question peut être grossièrement résumée comme suit. L'aide est née dans les années 1940 sous l'influence d'une culture politique de gauche. Pourtant, c'est dans un

contexte dominé par la droite, au cours de la période 1950-1970, que l'aide est devenue une institution internationale de premier plan. Puis, durant les années 1970, l'introduction du concept de besoins essentiels a provoqué un tournant du régime de l'aide vers la gauche. Dans les années 1980, la promotion de l'ajustement structurel a correspondu à un retour en force de la droite. Enfin, depuis le début des années 1990, la nouvelle importance accordée à la réduction de la pauvreté signale une revitalisation, timide mais néanmoins réelle, des valeurs de la gauche. Cette lecture de l'histoire est assurément simplificatrice; on verra néanmoins qu'elle s'appuie sur un fil directeur fécond.

Les origines d'une politique

Les racines de gauche de l'aide peuvent être mises en évidence de plusieurs manières. L'expansion de l'aide privée à partir du début du XX^e siècle et la création de l'État-providence dans les années 1930 fournissent à cet égard une bonne entrée en matière. Selon une estimation, en 1910, les pays développés abritaient déjà plus de 300 ONG actives à l'étranger (Smith, 1990 : 31-38). À l'origine, le travail des ONG se concentrait surtout sur l'aide humanitaire à court terme. Puis, au cours de l'entre-deux-guerres, il s'est graduellement élargi vers des opérations de développement à long terme, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Entre 1919 et 1939, l'apport des ONG des seuls États-Unis a atteint plus de 8 milliards de dollars. Ces premières initiatives pri-

vées ont eu un impact social parfois discutable; il n'en reste pas moins qu'elles se sont largement fondées sur les valeurs de justice et de solidarité propres à la gauche, et qu'elles ont apporté un bagage de connaissances précieux lors de l'établissement des programmes d'aide publique.

À l'intérieur des pays développés, la mise en place de l'État-providence a par ailleurs légitimé la nécessité d'une intervention des gouvernements afin de tempérer les effets néfastes du marché. Au niveau idéologique, l'État-providence a contribué à renforcer le principe d'égalité comme fondement des sociétés démocratiques. Pour certains, l'approche keynésienne de la lutte contre la pauvreté nationale allait naturellement s'étendre à l'échelle internationale. « Lentement et timidement », écrivait Gunnar Myrdal au début des années 1970, « l'État-providence est en train de s'élargir pour devenir un Monde-providence » (Myrdal, 1972 : 47). Ce pronostic était peut-être utopique mais plusieurs auteurs ont néanmoins démontré qu'il existait une relation solide entre la politique de redistribution interne des États et leur politique d'aide (Pratt, 1989a; Stokke, 1989a; Lumsdaine, 1993; Noël et Thérien, 1995; Thérien et Noël, 2000). La force de cette relation incite à conclure qu'à la base, l'État-providence et le régime de l'aide partagent une éthique de gauche commune.

La création de l'ONU et de la Banque mondiale – dont le rôle central dans l'orientation des politiques de coopération au dévelop-

pement est unanimement reconnu – offre une autre illustration de l'influence de la gauche dans l'établissement du régime de l'aide. Il est vrai que la mise en place du système multilatéral de l'après-guerre était conforme aux intérêts économiques des grandes puissances et qu'elle a fortement contribué à l'épanouissement de l'hégémonie américaine. Mais ce système a aussi permis de démocratiser les rapports internationaux et de définir une nouvelle conception du bien commun mondial. Ainsi, la création de l'ONU a donné un élan sans précédent à l'idée que la communauté internationale avait le devoir de promouvoir la coopération dans les domaines économique et social (Mingst et Karns, 1995: 107). Dans cette optique, la Charte de l'ONU peut être vue comme la source du droit international du développement (Jackson, 1990 : 120). Quant à la Banque mondiale, avec son mécanisme décisionnel basé sur le principe « un dollar, une voix », elle a souvent été l'objet de sévères critiques de la part des pays du Sud (South Center, 1996 : 175-177). Cependant, à l'origine, sa mise sur pied a été applaudie par la gauche, qui y a vu « une immense amélioration par rapport à la situation des années 1930 » (Singer et Roy, 1993 : 12). En bref, la Banque mondiale constituait une sorte de projection du keynésianisme à l'échelle globale (Murphy, 1994). Comme l'ONU, elle a aussi contribué à renforcer l'idée que tous les États membres de la communauté internationale devaient partager des droits identiques.

Lancé par les États-Unis en 1947, le Plan Marshall est sans

contredit un autre facteur ayant facilité la création du régime de l'aide. Cet épisode de l'après-guerre peut être interprété comme une victoire de la gauche dans la mesure où il a démontré comment une politique économique fondée sur un internationalisme interventionniste pouvait être profitable à tous. « Avec le Plan Marshall », explique Arturo Escobar, « l'intérêt général de la société semble avoir primé devant les intérêts particuliers de certains investisseurs ou de certaines nations » (Escobar, 1995: 33). Entre 1948 et 1952, le Plan Marshall donna lieu à des transferts de 13 milliards de dollars, soit l'équivalent de plus de 2 pour cent du PNB américain (Wood, 1986 : 29; Raffer et Singer, 1996 : 59). La générosité des États-Unis paraît encore plus exceptionnelle quand on songe qu'aujourd'hui, ce pays consacre à peine 0,1 pour cent de son PNB à l'aide internationale. On a dit du Plan Marshall que son « succès [...] dépassa les espoirs les plus fous de ceux qui [en] avaient lancé l'idée » (OCDE, 1997: 6). Compte tenu des objectifs de cet article, il paraît particulièrement important de souligner qu'il a permis de créer un ensemble de principes et de procédures qui continuent de réguler le régime de l'aide (Wood, 1986 : 65). Le Plan Marshall constitue toujours une pièce centrale de l'imaginaire collective de la gauche. Il n'est donc pas surprenant qu'encore aujourd'hui, il soit présenté comme un modèle à imiter pour justifier une augmentation de la coopération au développement.

L'institutionnalisation du régime (1950-1970)

Inspirée par des idées de gauche, l'aide sera mise en œuvre par la droite. Cette récupération commence à se faire sentir dès le moment où les États-Unis établissent leur premier programme d'assistance au Tiers Monde. Comme il est stipulé dans le fameux Point IV du discours inaugural prononcé par le Président Truman en 1949, l'aide américaine est réservée aux « pays libres », un euphémisme pour désigner les pays non communistes. De toute façon, la générosité américaine reste très limitée; au cours de l'année 1953 par exemple, les dispositions du Point IV ne permettent de déboursier que 156 millions de dollars pour l'ensemble des pays en développement (Kolko, 1988 : 43).

Graduellement, l'aide est mise au service des intérêts stratégiques des grandes puissances et de leur engagement dans la guerre froide (Murphy, 1994 : 212; Hook, 1995 : 24-25). Jusqu'en 1955, environ 90 pour cent de l'aide des pays développés est fournie par trois États seulement : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Les

États-Unis utilisent l'aide comme un instrument de *containment*; la Grande-Bretagne et la France en font un substitut à la domination coloniale. L'aide américaine est alors ciblée sur un ensemble de pays s'étendant de la Grèce à la Corée du Sud, à la périphérie du bloc sino-soviétique (OCDE, 1985 : 106-113). Taiwan et la Corée du Sud sont particulièrement choyés. Par exemple, entre la fin de la Guerre de Corée et le début des années 1960, l'aide à la Corée du Sud – très majoritairement américaine – atteint chaque année 8 pour cent du PNB du pays (Raffer et Singer, 1996 : 63). La lutte contre le communisme explique également que la révolution cubaine de 1959 ait aussitôt entraîné une forte augmentation de l'aide des États-Unis à l'Amérique latine. En France, la coopération au développement se concentre sur le « pré carré » alors qu'en Grande-Bretagne, le gros des ressources d'aide est consacré aux membres du Commonwealth. L'aide sert ainsi à maintenir le statut de puissance internationale de ces deux pays, qui tend à s'effriter avec le démantèlement progressif de leur empire.

Dans le processus d'institutionnalisation de l'aide qui marque la période 1950-1970, certaines initiatives ont été impulsées par la gauche, comme la création du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en 1965, ou l'adoption de multiples résolutions revendicatrices par l'Assemblée générale de l'ONU. Toutefois, dans l'ensemble, les valeurs de droite prévalent. Ainsi, au lieu d'être multilatéralisé, le pouvoir décisionnel du régime de

l'aide se concentre entre les mains des pays développés. La création de l'Association internationale de développement (AID), en 1960, est à cet effet hautement révélatrice. S'il est vrai que la mise sur pied de cette organisation illustre la transformation de la Banque mondiale en agence de développement (Kraske, 1996 : 110), elle a aussi consolidé le rapport de forces asymétrique sur lequel se fonde le régime de l'aide. Tout au long des années 1950, les pays en développement avaient revendiqué l'établissement, par l'ONU, d'une institution financière consacrée au développement. États-Unis en tête, les pays développés s'opposèrent au projet, refusant de créer un organisme financier où les décisions seraient prises à partir du principe onusien de l'égalité des souverainetés. Après des années de négociations, l'AID fut une solution de compromis avantageuse pour les pays développés. La nouvelle organisation allait être intégrée au Groupe de la Banque mondiale et soumise aux mêmes règles que celle-ci en matière de vote; ainsi, les principaux bailleurs de fonds pourraient en conserver le contrôle (Singer et Roy, 1993 : 14).

Survenue aussi en 1960, la création du Comité d'aide au développement (CAD) – né Groupe d'aide au développement – au sein de l'OCDE constitue un autre épisode important dans le processus d'institutionnalisation du régime de l'aide. Du point de vue des pays développés, cet organisme remplit des fonctions indispensables de collecte de données, d'établissement de normes, d'évaluation et de recherche (Ashoff, 2000; OCDE,

2000c). Mais plus fondamentalement, il convient de constater qu'en tant que « club des donateurs », le CAD favorise les discussions en cercle restreint, sans la participation de représentants des États du Sud. Par son existence même et son mode de fonctionnement, le CAD pose ainsi une limite au principe de partenariat, dont il ne cesse pourtant de prôner les vertus.

Finalement, le style de développement promu à travers l'aide durant la période 1950-1970 correspondait aux valeurs défendues par la droite. D'après la vision alors dominante, la croissance économique allait répondre aux besoins sociaux des populations du Tiers Monde (Gwin et Nelson, 1997 : 3). Concentrée sur l'amélioration des infrastructures, l'aide servit notamment à la construction de routes, de barrages et de voies ferrées. On postulait que l'effet de *trickle-down* permettrait éventuellement aux classes pauvres de profiter des fruits du développement. Or, l'échec de cette stratégie entraîna une sérieuse remise en question du régime de l'aide dans les années 1970.

Une remise en question du régime de l'aide (1970-1980)

Les années 1970 ont été profondément marquées par le débat sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international (NOEI). Le principal temps fort de ce débat fut sans doute l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'ONU en 1974 d'une Déclaration réclamant une réforme substantielle des systèmes internationaux du commerce et de la finance. Même si les négociations menées

à l'ONU et dans divers autres forums sur le thème du NOEI ne donnèrent presque aucun résultat, les années 1970 furent néanmoins une période de dialogue sans précédent entre pays du Nord et pays du Sud. L'esprit même de ce dialogue autour de propositions souvent associées au marxisme était davantage conforme aux valeurs de la gauche qu'aux valeurs de la droite (Krasner : 1985 : 9; Rist, 1996 : 229-230).

Le débat sur le NOEI favorisa un renouveau du système international d'aide. Un aspect important de ce renouveau vint du dynamisme de la politique social-démocrate des petits pays d'Europe du Nord, les *like-minded countries*. En atteignant, puis en dépassant, la cible onusienne de 0,7 pour cent du PNB devant être consacré à la coopération au développement, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède contribuèrent à hausser les standards d'évaluation de la générosité internationale (Stokke, 1989a). Les années 1970 furent aussi une période de réévaluation systématique des résultats passés de l'aide. Un consensus s'établit autour de l'idée que le développement du Tiers Monde posait un défi sans commune mesure avec la reconstruction de l'Europe au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Puis on admit de plus en plus que le processus de *trickle-down* prévu par la théorie de la modernisation tardait à se manifester et que la première phase de l'aide n'avait profité qu'à une élite. Cette réflexion critique ouvrit la voie à une nouvelle approche de l'aide : la stratégie des besoins essentiels. Les travaux de

Hollis Chenery et de Paul Streeten – tous deux associés à la Banque mondiale – contribuèrent singulièrement à cette révolution intellectuelle. Le premier insista sur la nécessité de concilier les objectifs de la croissance et de l'équité sociale (Chenery, Ahluwalia, Bell, Duloy et Jolly, 1974). Le second mit en évidence l'idée que les politiques d'aide et de développement devaient être conçues en termes de besoins sociaux à combler plutôt qu'en termes de revenus à augmenter (Streeten, 1997 : 50).

Plusieurs institutions internationales, dont la Banque mondiale, l'ONU, l'OIT et l'OCDE, ont participé au renouveau des politiques d'aide et à la promotion de la stratégie des besoins essentiels au cours des années 1970. Parmi ces institutions, la Banque mondiale joua le rôle de force motrice grâce à l'ampleur de ses moyens. À partir du début de la décennie, une part croissante des ressources de cette organisation fut consacrée au développement rural et à l'agriculture de subsistance (Finnemore, 1996 : 112-17). Cette nouvelle orientation se justifiait tout naturellement : la majorité de la population du Tiers Monde vivait en milieu rural et l'agriculture avait été nettement négligée par les programmes d'aide de la période antérieure. En même temps, la stratégie des besoins essentiels promue par la Banque mondiale ne se limitait pas à la seule dimension agricole. Plusieurs des projets auxquels elle a donné naissance se caractérisaient par leur approche intégrée, et visaient à répondre à un large éventail de besoins sociaux en

matière d'alimentation, de santé, d'éducation et de logement.

Malgré des objectifs louables, la stratégie des besoins essentiels fut généralement considérée comme un échec. Diverses explications ont été avancées pour rendre compte de cette situation. D'abord, il n'y a jamais eu de consensus sur la définition même des besoins essentiels (Stokke, 1996 : 38). Ensuite, cette politique d'inspiration multilatérale semble avoir eu un impact assez limité sur les priorités de la coopération bilatérale (Wood, 1986 : 222). Enfin, on a parfois noté le manque d'enthousiasme des pays en développement, qui auraient vu dans cette approche « un effort pour marginaliser l'enjeu du NOEI » (Galtung, 1997 : 72). Dans un tel contexte, la stratégie des besoins essentiels pouvait difficilement réussir. Malgré tout, son impact sur l'agenda international a été tel qu'on a pu dire que les années 1970 étaient devenues, ne fût-ce que brièvement, l'ère de la théorie de la dépendance (Leys, 1996 : 11).

La révolution néolibérale (1980-1990)

Les années 1980 correspondent à un autre tournant dans l'histoire de l'aide au développement. Impulsé par la révolution néolibérale et une reprise de la guerre froide, ce tournant signale un retour en force de la droite. Rappelons que la décennie des années 1980 a débuté avec la récession la plus grave de l'après-guerre et une montée de politiques protectionnistes et monétaristes à travers tout le monde développé. Un des effets les plus spectaculaires des politiques commerciales et financières suivies par les pays du Nord fut d'exacerber l'endettement du Tiers Monde : entre 1980 et 1990, la dette externe des pays en développement est ainsi passée de 639 à 1341 milliards de dollars (Corbridge, 1993 : 81). Graduellement, les normes régissant le remboursement de la dette en vinrent à conditionner tous les mécanismes de financement du développement, y compris l'aide (Wood, 1986 : 272; Stokke, 1996 : 74). Les programmes d'ajustement structurel supervisés par le FMI et la Banque mondiale se généralisèrent à l'ensemble des pays en développement. Ils devinrent le seul modèle de développement possible, en même temps qu'un préalable à l'obtention de l'aide internationale. Les résultats de cette approche furent bien loin des attentes qu'elle avait suscitées : au cours de la décennie 1980, à l'exception de l'Asie de l'Est, toutes les régions du Tiers Monde connurent une baisse du PIB par habitant (United Nations, 2000 : 121). Cette dégradation des conditions de vie

explique que, pour les pays du Sud, les années 1980 soient passées à l'histoire comme une « décennie perdue pour le développement » (Commission Sud, 1990 : 63).

La recette de l'ajustement structurel s'appuyait sur deux principes complémentaires concernant le fonctionnement de l'économie : un retrait de l'État et un renforcement du marché (Stokke, 1996 : 74). En termes pratiques, les politiques d'ajustement structurel ont inclus une réduction des dépenses publiques, une libéralisation des échanges commerciaux, la dévaluation de la monnaie, le resserrement du crédit et la promotion de l'entreprise privée. Tout au long de la décennie, les politiques d'ajustement structurel furent appliquées de façon assez rigide par les institutions financières internationales. Deux raisons motivaient cette intransigeance. Les pays du Nord jugeaient d'abord que la situation financière difficile des pays en développement résultait de leur mauvaise gestion économique et non pas de facteurs liés à leur environnement externe. En outre, ils estimaient que la solution de l'ajustement structurel relevait du sens commun : aucune forme de développement ne semblait possible sans le rétablissement des grands équilibres macro-économiques. Dans ce contexte dominé par les besoins du marché, la conception même de l'aide se trouva modifiée (Wood, 1996 : 31). Comme l'explique Roger Riddell, jusque-là, les débats sur l'aide avaient porté sur la manière dont celle-ci pouvait favoriser le processus de *développement*; avec les années 1980, la question est devenue de savoir

comment l'aide pouvait contribuer au processus d'*ajustement*. En d'autres termes, l'aide fut de plus en plus reléguée à un rôle de cousin destiné à adoucir les effets négatifs de l'ajustement (Riddell, 1987 : 97). Colin Leys résume ainsi le bouleversement de l'agenda de l'aide survenu dans les années 1980 : « même les besoins essentiels durent être sacrifiés » (Leys, 1996 : 26).

L'hégémonie de la droite au cours des années 1980 n'a évidemment pas été absolue. La gauche a formulé de virulentes critiques à propos des conséquences sociales de l'ajustement structurel. Dans ce débat, une étude publiée par l'UNICEF en 1987 marqua un point tournant en faisant la promotion d'un « ajustement à visage humain » (Cornia, Jolly et Stewart, 1987). L'étude de l'UNICEF a notamment montré comment l'application de la discipline budgétaire dans les pays en développement entraînait des coupures dévastatrices dans les services sociaux comme la santé et l'éducation. Elle a également identifié les principales victimes de l'ajustement structurel comme étant les groupes les plus démunis, en particulier les enfants et les femmes. À partir de ce moment-là, les institutions financières internationales et la communauté des donateurs ont commencé à se soucier un peu plus de l'impact de l'ajustement sur la pauvreté. Mais ce qu'on a appelé l'« ajustement de l'ajustement structurel » n'allait cependant prendre véritablement forme que plus tard, dans les années 1990 (Green et Faber, 1994).

La critique de la gauche a été principalement véhiculée par les ONG, dont le pouvoir n'a cessé de croître tout au long de la décennie. Mis à part la question de l'ajustement structurel, le leadership des ONG s'est aussi fait sentir à travers l'émergence de nouvelles priorités sectorielles comme l'environnement, les femmes et le développement des droits de la personne. Dans chacun de ces domaines, grâce à leur capacité de mobilisation et à la qualité de leur expertise, les ONG sont parvenues à influencer certains aspects de la politique des donateurs bilatéraux et multilatéraux (Korten, 1990). Toutefois, malgré sa force remarquable, la montée des ONG reste un trait secondaire dans le portrait d'ensemble d'une décennie surtout marquée par le reaganisme et le thatchérisme.

Le retour du pendule

Depuis le début des années 1990, le régime de l'aide est entré dans une nouvelle phase de son histoire. Olav Stokke caractérise la période actuelle en disant que « le pendule est maintenant retourné vers les questions de développement humain » (Stokke, 1996 : 86). Certes, l'ampleur de ce virage ne doit pas être exagérée car plusieurs des tendances de fond des années 1980 subsistent. Pourtant, même si l'idéologie néolibérale demeure hégémonique, les formes de sa domination se sont indéniablement transformées. Les années 1990 ont en quelque sorte donné lieu à une fusion des priorités des deux décennies précédentes. Les objectifs macro-économiques de base des années 1980 ont été maintenus,

mais ils ont été modulés par une réintroduction de certaines préoccupations sociales propres aux années 1970. Autrement dit, tout en privilégiant des réformes qui prennent mieux en compte les besoins du marché, le nouvel agenda de l'aide est nettement plus sensible au contexte social et politique dans lequel ces réformes sont mises en œuvre. Peu importe comment on en mesure l'impact précis, il est clair que la nouvelle rhétorique du développement durable penche un peu plus à gauche que l'ancien discours totalement centré sur l'ajustement.

Aujourd'hui encore, l'aide demeure fortement biaisée en faveur des pays en développement qui acceptent les préceptes du Consensus de Washington (Williamson, 1990) et adoptent des politiques économiques *market-friendly*. Cependant, la communauté des donateurs a fini par apprendre que la discipline budgétaire ne suffisait pas à réduire efficacement la pauvreté. En 1996, cette vision plus sociale des choses a été articulée par l'OCDE dans un ambitieux énoncé de politique intitulé *Le Rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIème siècle* (OCDE, 1996). Fondé sur les résultats des nombreuses conférences de l'ONU tenues dans les années 1990, ce document a identifié trois secteurs d'intervention prioritaires – la réduction de la pauvreté, le développement social et l'environnement – assortis d'objectifs précis devant être atteints d'ici 2015. Parmi ces objectifs, les plus importants sont de réduire de moitié la proportion de personnes pauvres

dans le Tiers Monde, d'assurer une éducation primaire à tous et de réduire des deux tiers le taux de mortalité infantile dans les pays en développement. L'énoncé politique de l'OCDE a également introduit des objectifs qualitatifs tels que « le développement des capacités en vue d'une gestion publique efficace, démocratique et soumise au contrôle, la protection des droits de l'homme et l'État de droit » (OCDE, 2000a : 5). Ainsi, l'une des caractéristiques de l'aide contemporaine est de mettre de plus en plus l'accent sur le *software* plutôt que sur le *hardware* (Chang, Fell et Laird, 1999 : 14).

À plusieurs égards, *Le Rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIème siècle* marque une première dans l'histoire de l'aide. Jamais auparavant les donateurs ne s'étaient entendus sur un programme d'action aussi global. Jamais une stratégie internationale d'aide n'avait joui d'un appui politique de si haut niveau (G-7, 1998; G-8, 2000). Et jamais les ONG n'avaient eu une telle influence dans la formulation des politiques gouvernementales. Cette influence est naturellement vue comme un

signe de progrès par les ONG, qui se félicitent du nouvel intérêt que portent les donateurs bilatéraux et multilatéraux à des thèmes comme l'allègement de la pauvreté, les services sociaux de base, l'équité hommes-femmes et la participation de la société civile (German et Randel, 2000 : 15). Fait à souligner, l'actuel vent de changement a soufflé jusqu'au sein de la Banque mondiale, dont les analyses reconnaissent plus que jamais les dimensions sociales, culturelles et psychologiques de la pauvreté (Lévy, 2000; Narayan, Chambers, Shah et Petesch, 2000; Narayan, Patel, Schafft, Rademacher et Koch-Schulte, 2000; World Bank, 2000). En reconnaissant que « le principal responsable de l'organisation des efforts de coopération doit être le pays en développement lui-même » et que « les approches paternalistes ne sont pas de mise » (OCDE, 2000b : 132), il est clair que la politique officielle des donateurs s'est rapprochée des valeurs traditionnellement défendues par la gauche.

Au-delà de la bonne volonté dont ils témoignent, la portée réelle des changements survenus au cours des années 1990 reste, il est vrai, difficile à évaluer. En effet, alors que l'aide fait l'objet d'un très large consensus en ce qui concerne ses objectifs, elle se trouve confrontée, selon la gauche, à une crise sans précédent (Grant et Nijman, 1998a). Une possible fin de l'aide est même de plus en plus souvent évoquée (IFRI, 1997; Fowler, 2000). La crise actuelle est avant tout attribuée à une réduction des budgets : entre 1992 et 1997, l'assistance des pays développés a

diminué de 21 pour cent, ce qui constitue « la plus forte baisse depuis la création du Comité d'aide au développement » (OCDE, 2000b : 75). En 1998, le rapport APD/PNB de l'ensemble des membres du CAD s'établissait à 0,24 pour cent, très loin de la cible internationale de 0,7 pour cent, et bien en-deçà de la tendance lourde des vingt dernières années. À cet égard, l'OCDE a estimé que, de 1992 à 1998, « le recul cumulé de l'APD des membres du CAD représent[ait] 88,7 milliards de dollars par rapport à ce qu'auraient reçu les pays en développement si le rapport global moyen APD/PNB des deux décennies précédentes s'était maintenu » (OCDE, 2000b : 14). Pour le Tiers Monde, la diminution de l'aide est d'autant plus décevante que la fin de la guerre froide avait fait naître l'espoir de dividendes de paix qui auraient pu être consacrés au développement (Griffin, 1991 : 672). Dans les faits, les pays du Nord n'ont jamais donné sa chance à ce scénario. Avec la fin de la menace communiste, ils ont graduellement perdu de vue l'intérêt qu'ils pouvaient avoir à soutenir financièrement des pays pauvres (Thérien et Lloyd, 2000 : 27).

S'ajoutant à la question du volume des ressources disponibles, la gauche identifie trois autres problèmes importants qui, sans être nouveaux, ont considérablement miné l'efficacité du régime de l'aide depuis le début des années 1990. Premièrement, malgré un discours de plus en plus sophistiqué, les pays développés consacrent finalement peu d'efforts concrets à la lutte contre la pau-

vreté. En 1998, l'éducation et la santé de base recevaient respectivement 1,4 pour cent et 1,7 pour cent de l'ensemble de l'aide internationale (German et Randel, 2000 : 17). De plus, l'aide accordée au groupe des 48 pays les moins avancés tend à décliner. Une conséquence importante de cette situation est évidemment de remettre en question l'objectif d'une réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015, et ce, à peine quatre ans après sa formulation (Maxwell et Hanmer, 1999; Hanmer et Naschold, 2000).

Deuxièmement, l'aide n'est pas intégrée à une vision d'ensemble du développement qui tiendrait compte du fait que le Tiers Monde est aussi affecté par la politique des pays développés dans les secteurs du commerce, de la finance, de l'agriculture, de l'environnement ou de l'immigration (Stokke et Forster, 1999; Thérien et Lloyd, 2000 : 32). Ce problème de la cohérence des politiques d'aide paraît particulièrement aigu lorsqu'on tient compte des effets de la politique commerciale des pays du Nord. Tous secteurs confondus, le protectionnisme des pays développés représente un coût annuel de 60 milliards de dollars pour les pays en développement, soit plus que le volume total de l'aide. Dans le seul secteur agricole, il a été estimé que les politiques commerciales des pays riches font perdre 20 milliards de dollars par année en revenus d'exportations au Tiers Monde (PNUD, 1992 : 73; Annan, 2000 : 35). En somme, il apparaît de plus en plus clairement que les bénéficiaires de l'aide peuvent être

annulés par les conséquences néfastes d'autres politiques.

Troisièmement, les politiques d'aide sont de plus en plus assujetties à un modèle de développement défini en fonction des intérêts et des valeurs des pays développés (Stokke, 1996 : 88; Grant et Nijman, 1998b : 186-190). Trop souvent, le régime de l'aide semble fonctionner à partir de la règle : «The West knows best». Ainsi, à la conditionnalité économique des années 1980 s'est ajoutée la conditionnalité politique des années 1990 (Stokke, 1995). Introduite par le haut, sans consultation systématique avec les pays en développement, cette évolution contrevient manifestement aux principes de partenariat et d'appropriation que les donateurs eux-mêmes reconnaissent pourtant comme nécessaires au succès de l'aide. Frappés par cette contradiction, certains observateurs en ont d'ailleurs conclu que le concept d'appropriation n'était finalement qu'un autre «cerceau» inventé par les donateurs et au travers duquel les gouvernements du Sud devaient sauter (German et Randel, 2000 : 19).

Comme on le voit, la renaissance de la gauche dans l'histoire récente du régime de l'aide est un phénomène qui exige beaucoup de nuances. Pour bien saisir le climat actuel, il importe par-dessus tout de comprendre que les notions de droite et de gauche sont relatives et n'ont rien d'absolu. À ce jour, il est clair que la révolution néolibérale des années 1980 n'a jamais été remise en question. En même temps, le néolibéralisme des années Clinton a été plus *soft* que

le néolibéralisme des années Reagan, et cette différence n'a pas manqué de se réfléchir dans les politiques d'aide.

Une lutte entre deux visions du monde

En plus d'apporter un éclairage nouveau sur les différentes étapes de l'histoire de l'aide, le clivage droite-gauche permet aussi de dégager deux visions autour desquelles le débat sur la coopération au développement n'a cessé de se polariser. Évidemment, un tel exercice ne va pas sans difficultés. D'abord, parler d'une vision de la droite ou de la gauche, c'est faire référence à une synthèse idéaltypique qui n'existe pas dans la réalité. Comme l'illustre l'histoire d'organismes aussi gigantesques que la Banque mondiale ou l'ONU, les idées de droite et de gauche sont en fait souvent entremêlées dans le discours et les pratiques des acteurs politiques. Deuxièmement, au-delà des oppositions, il existe aussi des similitudes de vues entre la droite et la gauche. Par exemple, dans les années 1960, la gauche prônait une conception du développement qui misait presque autant que celle de la droite sur l'industrialisation. Puis, au cours des années récentes, la gauche s'est nettement rapprochée de la droite dans son évaluation du rôle de l'État dans l'économie. D'autres thèmes, comme le rôle de l'aide dans le maintien de régimes corrompus, ont également donné lieu à des analyses comparables à droite et à gauche. Devant autant de convergences, un observateur a fait remarquer qu'en diverses occa-

sions, « la droite et la gauche, les partisans du marché libre et les socialistes, ont pu s'entendre pour condamner l'aide au développement » (Fieldhouse, 1999 : 242; voir aussi Riddell, 1987 : 48).

Malgré toutes ces limites, le clivage droite-gauche offre une grille de lecture efficace pour appréhender les points de vue contrastés qui structurent le débat sur l'aide. En résumé, l'interprétation que font la droite et la gauche de l'histoire de l'aide combine deux registres d'argumentation : des principes moraux et une analyse coûts-bénéfices des résultats obtenus. De façon générale, la gauche insiste davantage sur les principes moraux alors que la droite se sent davantage préoccupée par la question des résultats. Sans chercher à rendre compte de tous les détails, leurs positions respectives peuvent être présentées comme suit.

La droite reconnaît que l'aide est un outil de politique extérieure qui peut être utile, soit comme carotte, soit comme bâton (Burnell, 1997 : 22). Elle estime toutefois que la lutte contre la pauvreté est une responsabilité qui incombe d'abord à

chaque État et non à la communauté internationale. Dès lors, les coûts de l'aide paraissent relativement élevés par rapport à ses bénéfices. Autrement dit, l'aide est souvent jugée inefficace. Pour prouver l'inefficacité de la coopération au développement, la droite met en évidence le fait que l'aide n'a pas d'effet clair sur la croissance ou sur l'orientation des politiques des pays en développement (Gwin et Nelson, 1997 : 11; Tsikata, 1998 : 26). On a expliqué cette situation en disant que, étant une intervention de l'État dans l'économie, l'aide entraîne une distorsion des marchés et crée un climat de dépendance qui inhibe l'esprit d'entreprise. L'aide, ajoute-t-on, est une source de gaspillage dans la mesure où elle permet à des pays de se doter d'équipements modernes dont ils n'ont souvent pas besoin. Enfin, la droite a fréquemment lié l'échec de l'aide à sa mauvaise gestion par des gouvernements non démocratiques, souvent hostiles aux valeurs de l'Occident (Morgenthau, 1962; Bauer, 1981 et 2000).

Au cours de la période récente, la droite s'est plus particulièrement attachée à démontrer l'inefficacité de l'aide en arguant que celle-ci n'avait pas été utilisée dans les bonnes conditions. Selon Fieldhouse, « l'aide ne peut donner de bons résultats dans les pays qui, d'une part, rejettent le mécanisme des prix et la libéralisation des échanges et, d'autre part, continuent de croire que les contrôles gouvernementaux [...] offrent le meilleur moyen pour réduire la pauvreté » (Fieldhouse, 1999 : 243). Alimentant ce point de vue, un important rapport de la Banque

mondiale a récemment soutenu que les pays en développement qui pratiquent des politiques « médiocres » reçoivent plus d'aide financière que les pays dotés de « bonnes » politiques (World Bank, 1998 : 23-25; voir aussi Chavagneux, 2000 : 109). Pour la droite, cette situation est évidemment inacceptable. Il paraît urgent que l'attribution de l'aide soit plus sélective et mieux ciblée vers les pays où la réforme des politiques et des institutions est déjà avancée.

Pour la droite, l'inefficacité de l'aide est un problème nettement plus grave que son volume, selon la gauche trop bas. Comme le souligne le rapport de la Banque mondiale évoqué ci-dessus, les idées sont parfois plus utiles que l'argent pour favoriser le développement (World Bank, 1998 : 13, 103-119). La préoccupation de la droite pour une utilisation optimale des ressources d'aide se reflète notamment dans la mise en place de nouvelles pratiques administratives chez les pays donateurs. Soucieuses de renforcer leur imputabilité, plusieurs agences d'aide adaptent leur culture organisationnelle à de nouveaux systèmes de gestion plus *results-based* (Chang, Fell et Laird, 1999 : 97). La droite se sent d'autant plus autorisée à insister sur la qualité des politiques d'aide plutôt que sur la quantité des fonds disponibles qu'elle croit que l'assistance extérieure est de moins en moins nécessaire. L'OCDE parle ouvertement de la « transition qui s'amorce vers le financement privé du développement » (OCDE, 2000b : 11). Dans ce nouveau contexte, la droite peut même se réjouir du fait que l'objectif de 0,7 pour cent soit

aujourd'hui remis en question de manière semi-officielle (OCDE, 2000b : 65). En bout de ligne, la vision de l'aide qu'a la droite est indissociable de sa méfiance généralisée à l'égard de l'État. Mal nécessaire, l'aide est souvent ramenée à une expression de la charité des pays développés. Il paraît dès lors tout à fait naturel que ceux-ci en déterminent les règles de fonctionnement.

Le bilan que fait la gauche de l'histoire de l'aide est fort différent de celui que propose le droite. La gauche part d'un principe résumé par Roger Riddell en peu de mots : « l'aide est un enjeu moral » (Riddell, 1987 : 74). Dans cette vision du monde, les pays riches ont des obligations éthiques à l'égard des pays pauvres. La gauche insiste également sur le fait que les bénéficiaires de l'aide sont relativement élevés par rapport à ses coûts. Malheureusement, estime-t-on, l'aide est insuffisante. Telle qu'elle est définie ici, la position de la gauche recouvre largement l'idéologie que Cranford Pratt et Olav Stokke ont décrite par le terme « internationalisme de compassion » (*humane internationalism*). Dans sa dimension Nord-Sud, l'internationalisme de compassion est en effet fondé sur « l'acceptation d'une obligation d'alléger la pauvreté mondiale et de promouvoir le développement du Sud aux plans économique, social et politique ». L'internationalisme de compassion inclut aussi « la conviction que l'établissement d'un monde plus équitable correspond aux intérêts à long terme des pays industrialisés » (Stokke, 1995 : 23; voir aussi Pratt, 1989b : 13-16; et Stokke, 1989b : 10-12). L'attitude de la gauche face

à l'aide tient beaucoup aux ressemblances qu'elle voit entre l'ordre intérieur des pays et l'ordre international. Suivant cette logique, l'aide est comprise comme une projection des responsabilités de l'État-providence sur la scène mondiale. Sa raison d'être découle du fait que les mécanismes du marché ne permettent pas d'atteindre une allocation optimale des ressources et que l'intervention de l'État est nécessaire pour assurer un filet de sécurité sociale aux plus démunis.

Pour la gauche, l'aide a contribué à de nombreux progrès dans les pays du Tiers Monde, dont « la révolution verte, la baisse des taux de natalité, l'amélioration des infrastructures de base, la réduction de l'incidence des maladies et le recul spectaculaire de la pauvreté » (OCDE, 1996 : 1). Dans une importante étude, Robert Cassen a étayé cette évaluation favorable en concluant que « *la majorité des programmes d'aide constituent des réussites au regard des objectifs qu'ils poursuivent* ». « Dans un large éventail de pays et de secteurs », ajoute-t-il, « l'aide a apporté une contribution à la fois positive et précieuse » (Cassen, 1994 : 225, souligné par l'auteur). Il est vrai qu'une partie de la gauche juge l'aide de façon beaucoup plus critique. L'aide est parfois accusée de favoriser le « maldéveloppement » du Tiers Monde (Sachs, 1984). Malgré tout, peu d'observateurs associés à la gauche demandent une interruption des flux d'aide. D'abord, la très grande majorité d'entre eux reconnaissent que les populations du Tiers Monde seraient les premières à souffrir de

cette situation. Puis, même s'ils croient que l'aide est trop liée aux intérêts des donateurs, la plupart entretiennent l'espoir qu'elle pourrait être améliorée (Mende, 1972 : 247-248; Hayter et Watson, 1985 : 257).

À cause des larges assises populaires que lui donne la communauté des ONG, la gauche jouit d'une visibilité politique plus grande que la droite et exprime ses préoccupations plus bruyamment. Cette situation explique en bonne partie que, dans l'analyse de la période contemporaine qui a été présentée plus haut, les préoccupations de la gauche – concernant, notamment, le volume de l'aide, son utilisation pour lutter contre la pauvreté et la place qu'elle occupe dans l'ensemble de la politique étrangère des pays développés – aient plus particulièrement retenu l'attention. Pourtant, au-delà de ces enjeux spécifiques, le principal défi auquel la gauche se voit actuellement confrontée consiste à démontrer que, même dans un environnement international dominé par les forces du marché, l'aide est encore justifiée. Dans le discours qu'elle a développé sur cette question, la gauche fait valoir que l'aide est plus nécessaire que jamais étant donné que la pauvreté reste un problème endémique et que la mondialisation aggrave l'écart entre les riches et les pauvres. Au tournant de l'an 2000, insiste-t-on, près de la moitié de la population mondiale gagnait moins de deux dollars par jour (World Bank, 2000). De plus, entre 1960 et 1997, le ratio entre le revenu des 20 pour cent les plus riches et celui des 20 pour cent les plus pauvres est passé de 30 à 74 (PNUD, 1999).

Kofi Annan a bien résumé le point de vue de la gauche face à cette situation : « pour indispensable et dynamique qu'il soit, le secteur privé ne peut à lui seul donner un visage humain aux marchés mondiaux ni atteindre les millions d'hommes qui sont laissés pour compte » (ONU, 2000 : 2). Pour la gauche, l'aide paraît donc indispensable pour assurer un minimum de justice au niveau global. Et dans cette perspective, il semble plus légitime que ce soit l'ensemble de la communauté internationale qui en définisse les mécanismes de fonctionnement.

Au total, malgré des ressemblances occasionnelles, les positions de la droite et de la gauche suivent des logiques qui répondent à des intérêts et à des forces politiques profondément divergents. En résumé, la gauche est globalement plus favorable à l'aide que la droite parce qu'elle y voit un instrument efficace pour promouvoir une plus grande égalité internationale.

Conclusion

L'aide au développement est une institution internationale complexe

qui, depuis cinq décennies, n'a cessé de se transformer. Or, les changements survenus au fil des ans dans le régime de l'aide ne sont intelligibles qu'à condition d'être resitués dans l'environnement idéologique dont ils sont issus. Cette intuition a permis ici d'examiner l'aide au développement de façon innovatrice, en montrant que son évolution avait été marquée par un conflit permanent entre la droite et la gauche. Dans la mesure où les notions de droite et de gauche renvoient à des réalités continues plutôt que discrètes et où, en outre, leur signification varie dans l'espace et dans le temps, on pourra sans doute reprocher à notre argumentation de souffrir de réductionnisme. C'est là une faiblesse courante des raisonnements construits en termes de type idéal. Il n'empêche que l'utilisation de la distinction droite-gauche comme carte routière conceptuelle comporte des avantages qui dépassent de loin les inconvénients pour comprendre le phénomène de la coopération au développement. En effet, le clivage droite-gauche a permis d'établir une analyse de l'aide à la fois systématique, bien ancrée dans la politique réelle, et moins mécanique que les interprétations traditionnellement dominantes en relations internationales. En prime, notre démarche a réussi à ramener l'étude de l'aide à des catégories analytiques classiques de la science politique.

Au-delà des questions d'ordre théorique et méthodologique, il importe en conclusion de rappeler que l'aide demeure un enjeu clé du processus de mondialisation des politiques sociales. Bien sûr, toute forme de rapprochement entre le

régime de l'aide et l'État-providence tel qu'il existe dans le monde industrialisé se doit d'être prudente. D'abord, les pays développés consacrent environ 100 fois plus d'argent à leurs dépenses sociales internes qu'à l'aide au développement. Ensuite, le régime de l'aide ne s'appuie pas sur un système de taxation obligatoire. Cela dit, l'aide représente un des principaux instruments dont dispose la société des États pour favoriser la réduction de la pauvreté qu'appellent de toutes leurs forces un nombre croissant d'organisations internationales (Lévy, 2000). Il est à cet égard probable que l'aide continuera encore longtemps de jouer un rôle important dans l'orientation des politiques de santé, d'éducation, de main-d'œuvre et d'environnement mises en place dans les pays pauvres. À l'évidence, cette situation justifie un renforcement du dialogue entre les experts des politiques sociales et ceux qui s'intéressent à l'étude du développement.

Jean-Philippe Thérien
Département de science politique
Université de Montréal

Bibliographie

- ANNAN, Kofi A. 2000. « *We the Peoples* » : *The Role of the United Nations in the 21st Century*. New York, United Nations.
- ASHOFF, Guido. 2000. *The OECD's Development Assistance Committee and German Development Cooperation : A Relationship Under Scrutiny*. Berlin, German Development Institute, Briefing Paper 1/2000.
- BAUER, Peter. 1981. *Equality, the Third World and Economic Delusion*. Londres, Weidenfeld and Nicolson.

- BAUER, Peter. 2000. *From Subsistence to Exchange and Other Essays*. Princeton, Princeton University Press.
- BOBBIO, Norberto. 1996. *Left and Right : The Significance of a Political Distinction*. Chicago, University of Chicago Press.
- BURNELL, Peter. 1997. *Foreign Aid in a Changing World*. Buckingham, Open University Press.
- CASSEN, Robert. 1994. *Does Aid Work? Report to an Intergovernmental Task Force*. Oxford, Clarendon Press, 2^e édition.
- CHANG, Hyun-sik, Arthur M. FELL et Michael LAIRD. 1999. *A Comparison of Management Systems for Development Co-operation in OECD/DAC Members*. Paris, OCDE.
- CHAVAGNEUX, Christian. 2000. « Le FMI et la Banque mondiale tentés par la politique », *Esprit*, 264 : 101-113.
- CHENERY, Hollis, Montek S. AHLUWALIA, C. L. G. BELL, John H. DULOY et Richard JOLLY. 1974. *Redistribution with Growth*. Londres, Oxford University Press.
- COMMISSION SUD. 1990. *Défis au Sud. Rapport de la Commission Sud*. Paris, Economica.
- CORBRIDGE, Stuart. 1993. *Debt and Development*. Oxford, Blackwell Publishers.
- CORNIA, Giovanni Andrea, Richard JOLLY et Frances STEWART. 1987. *L'Ajustement à visage humain. Protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance*. Paris, UNICEF.
- DEACON, Bob (avec Michelle HULSE et Paul STUBBS). 1997. *Global Social Policy : International Organizations and the Future of Welfare*. Londres, Sage.
- ESCOBAR, Arturo. 1995. *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, Princeton University Press.
- FIELDHOUSE, D. K. 1999. *The West and the Third World*. Oxford, Blackwell Publishers.
- FINNEMORE, Martha. 1996. *National Interests in International Society*. Ithaca, Cornell University Press.
- FOWLER, Alan. 2000. « NGO futures : Beyond aid : Values and the fourth position », *Third World Quarterly*, 21, 4 : 589-603.
- G-7. 1998. Birmingham Summit: Final Communiqué, 17 May.
- G-8. 2000. G-8 Communiqué Okinawa 2000, 23 July.
- GALTUNG, Johan. 1997. « Grand designs on a collision course », *Development*, 40, 1 : 71-75.
- GERMAN, Tony, et Judith RANDEL. 2000. « Trends towards the new millennium », dans Judith RANDEL, Tony GERMAN et Deborah EWING, dir. *The Reality of Aid 2000 : An Independent Review of Poverty Reduction and Development Assistance*. Londres, Earthscan : 14-26.
- GRANT, Richard, et Jan NIJMAN, dir. 1998a. *The Global Crisis in Foreign Aid*. Syracuse, Syracuse University Press.
- GRANT, Richard, et Jan NIJMAN. 1998b. « Foreign aid at the end of the century : The emerging transnational liberal order and the crisis of modernity », dans Richard GRANT et Jan NIJMAN, dir. *The Global Crisis in Foreign Aid*. Syracuse, Syracuse University Press : 183-195.
- GREEN, Reginald H., et Mike FABER. 1994. « The structural adjustment of structural adjustment : Sub-Saharan Africa, 1980-93 », *IDS Bulletin*, 25, 3 : 1-8.
- GRIFFIN, Keith. 1991. « Foreign aid after the Cold War », *Development and Change*, 22, 4 : 645-685.
- GWIN, Catherine, et Joan M. NELSON. 1997. « Development and aid : New evidence and new issues », dans Catherine GWIN et Joan M. NELSON, dir. *Perspectives on Aid and Development*. Washington, Overseas Development Council : 1-17.
- HANMER, Lucia, et Felix NASCHOLD. 2000. « Attaining the international development targets : Will growth be enough? », *Development Policy Review*, 18, 1 : 11-36.
- HAYTER, Teresa, et Catharine WATSON. 1985. *Aid : Rhetoric and Reality*. Londres, Pluto.
- HOOKE, Steven W. 1995. *National Interest and Foreign Aid*. Boulder, Lynne Rienner.
- IFRI (Institut français des relations internationales). 1997. *Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies 1998*. Paris, Dunod : 221-244.
- JACKSON, Robert H. 1990. *Quasi-states : Sovereignty, International Relations and the Third World*. Cambridge, Cambridge University Press.
- KOLKO, Gabriel. 1988. *Confronting the Third World : United States Foreign Policy (1945-1980)*. New York, Pantheon Books.
- KORTEN, David C. 1990. *Getting to the 21st Century : Voluntary Action and the Global Agenda*. West Hartford, Kumarian Press.
- KRASKE, Jochen (avec William H. BECKER, William DIAMOND et Louis GALAMBOS). 1996. *Bankers With a Mission : The Presidents of the World Bank (1946-91)*. New York, Oxford University Press.
- KRASNER, Stephen D., dir. 1985. *Structural Conflict : The Third World Against Global Liberalism*. Berkeley, University of California Press.
- LÉVY, Marc. 2000. « Comment renouveler les politiques de 'coopération au développement' ? », *Esprit*, 264 : 79-100.
- LEYS, Colin. 1996. *The Rise and Fall of Development Theory*. Londres, James Currey.
- LUMSDAINE, David Halloran. 1993. *Moral Vision in International Politics : The Foreign Aid Regime (1949-1989)*. Princeton, Princeton University Press.
- MAXWELL, Simon, et Lucia HANMER. 1999. « For richer, for fairer : Poverty reduction and income distribution », *Development Research Insights*, 31 : 1-2.

- MENDE, Tibor. 1972. *De l'aide à la re-colonisation*. Paris, Seuil.
- MINGST, Karen A., et Margaret P. KARNs. 1995. *The United Nations in the Post-Cold War Era*. Boulder, Westview.
- MORGENTHAU, Hans J. 1962. « A political theory of foreign aid », *American Political Science Review*, 56, 2 : 301-309.
- MURPHY, Craig N. 1994. *International Organization and Industrial Change: Global Governance Since 1850*. New York, Oxford University Press.
- MYRDAL, Gunnar. 1972. *Against the Stream: Critical Essays on Economics*. New York, Pantheon Books.
- NARAYAN, Deepa, Robert CHAMBERS, Meera K. SHAH et Patti PETESCH. 2000. *Voices of the Poor: Crying Out for Change*. New York, Oxford University Press.
- NARAYAN, Deepa, Raj PATEL, Kai SCHAFFT, Anne RADEMACHER et Sarah KOCH-SCHULTE. 2000. *Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?* New York, Oxford University Press.
- NOËL, Alain, et Jean-Philippe THÉRIEN. 1995. « From domestic to international justice: The welfare state and foreign aid », *International Organization*, 49, 3: 523-553.
- OCDE. 1985. *Vingt-cinq ans de coopération pour le développement: un examen*. Paris, OCDE.
- OCDE. 1996. *Le Rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIème siècle*. Paris, OCDE.
- OCDE. 1997. *De la guerre à la prospérité: 50 ans d'innovation*. Paris, OCDE.
- OCDE. 2000a. Communiqué de presse du Président du CAD. 15 mai.
- OCDE. 2000b. *Coopération pour le développement. Rapport 1999*. Paris, OCDE.
- OCDE. 2000c. *Development Assistance Committee in Dates*. Paris, OCDE.
- ONU (Organisation des Nations Unies). 2000. Objet de la session extraordinaire consacrée au Sommet mondial pour le développement social: recherche de solutions aux inconvénients de la mondialisation, Document d'information préparé pour la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives, New York, Nations Unies.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 1992. *Rapport mondial sur le développement humain 1992*. Paris, Economica.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 1999. *Rapport mondial sur le développement humain 1999*. Paris, Economica.
- PRATT, Cranford, dir. 1989a. *Internationalism Under Strain: The North-South Policies of Canada, the Netherlands, Norway, and Sweden*. Toronto, University of Toronto Press.
- PRATT, Cranford. 1989b. « Humane internationalism: Its significance and its variants », dans Cranford PRATT, dir. *Internationalism Under Strain: The North-South Policies of Canada, the Netherlands, Norway, and Sweden*. Toronto, University of Toronto Press : 3-23.
- RAFFER, Kunibert, et Hans W. SINGER. 1996. *The Foreign Aid Business: Economic Assistance and Development Co-operation*. Cheltenham, Edward Elgar.
- RIDDELL, Robert. 1987. *Foreign Aid Reconsidered*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- RIST, Gilbert. 1996. *Le Développement: histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- SACHS, Ignacy. 1984. « Développement ou maldéveloppement? Plaidoyer pour une économie anthropologique », *Archives de sciences sociales de la coopération et du développement*, 67 : 70-81.
- SINGER, Hans W., et Sumit ROY. 1993. *Economic Progress and Prospects in the Third World: Lessons of Development Experience Since 1945*. Cambridge, Edward Elgar.
- SMITH, Brian H. 1990. *More Than Altruism: The Politics of Private Foreign Aid*. Princeton, Princeton University Press.
- SOUTH CENTRE. 1996. *For a Strong and Democratic United Nations*. Genève, South Centre.
- STOKKE, Olav, dir. 1989a. *Western Middle Powers and Global Poverty: The Determinants of the Aid Policies of Canada, Denmark, the Netherlands, Norway, and Sweden*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- STOKKE, Olav. 1989b. « The determinants of aid policies: General introduction », dans Olav STOKKE, dir. *Western Middle Powers and Global Poverty The Determinants of the Aid Policies of Canada, Denmark, the Netherlands, Norway, and Sweden*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies : 9-31.
- STOKKE, Olav, dir. 1995. *Aid and Political Conditionality*. Londres, Frank Cass.
- STOKKE, Olav. 1996. « Foreign aid: What now? », dans Olav STOKKE, dir. *Foreign Aid Towards the Year 2000: Experiences and Challenges*. Londres, Frank Cass : 16-129.
- STOKKE, Olav et Jacques FORSTER, dir. 1999. *Policy Coherence in Development Co-operation*. Londres, Frank Cass.
- STREETEN, Paul. 1997. « The distinctive features of a basic needs approach to

development», *Development*, 40, 1: 49-56.

THÉRIEN, Jean-Philippe, et Carolyn LLOYD. 2000. «Development assistance on the brink», *Third World Quarterly*, 21, 1 : 21-38.

THÉRIEN, Jean-Philippe, et Alain NOËL. 2000. «Political parties and foreign aid », *American Political Science Review*, 94, 1: 151-162.

TSIKATA, Tsidi M. 1998. *Aid Effectiveness : A Survey of the Recent Empirical Literature*. IMF Paper on Policy Analysis and Assessment. Genève, FMI.

UNITED NATIONS. 2000. *World Economic and Social Survey : Trends and Policies in the World Economy*. New York, Nations Unies.

WILLIAMSON, John. 1990. « What Washington means by policy reform », dans John WILLIAMSON, dir. *Latin American Adjustment : How Much Has Happened ?* Washington, Institute for International Economics: 7-20.

WOOD, Robert E. 1986. *From Marshall Plan to Debt Crisis: Foreign Aid and Development Choices in the World Economy*. Berkeley, University of California Press.

WOOD, Robert E. 1996. « Rethinking economic aid », dans Steven W. HOOK, dir. *Foreign Aid Toward the Millenium*. Boulder, Lynne Rienner: 19-37.

WORLD BANK. 1998. *Assessing Aid : What Works, What Doesn't and Why*. New York, Oxford University Press.

WORLD BANK. 2000. *World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty*. New York, Oxford University Press.

ZAMORA, Stephen. 1997. « Economic relations and development », dans Christopher C. JOYNER, dir. *The United Nations and International Law*. Cambridge, Cambridge University Press : 232-286.